

No. 42057

**France
and
Venezuela**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Venezuela on the readmission of persons in irregular situation. Caracas, 25 January 1999

Entry into force: *30 December 2001 by notification, in accordance with article 16*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 November 2005*

**France
et
Venezuela**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. Caracas, 25 janvier 1999

Entrée en vigueur : *30 décembre 2001 par notification, conformément à l'article 16*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 novembre 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU VENEZUELA RE-
LATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉ-
GULIÈRE

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes, afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux de lutter contre l'immigration irrégulière,

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République du Venezuela, sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

I. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 1

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne éloignée de son territoire, conformément à l'alinéa 1, à la demande de l'autre Partie contractante, si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3. Aux fins du présent article, les personnes visées à l'alinéa 1 doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées sur le territoire de la République du Venezuela pour la Partie contractante vénézuélienne, des Etats parties à la Convention de Schengen pour la Partie contractante française. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation de cette Partie.

4. Les autorités chargées du contrôle aux frontières se notifient mutuellement les documents justifiant de la date de l'entrée régulière sur leur territoire.

Article 2

1. La nationalité de la personne est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité :

- carte d'identité,
- certificat de nationalité,

- passeport ou tout autre document de voyage,
 - carte d'immatriculation consulaire,
 - décret de naturalisation.
2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :
- document périmé mentionné à l'alinéa précédent;
 - document émanant des autorités officielles de la Partie contractante requise et faisant état de l'identité de l'intéressé;
 - livret ou documents militaires;
 - acte de naissance;
 - autorisations et titres de séjour périmés;
 - photocopie de l'un des documents précédemment énumérés;
 - déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie contractante requérante;
 - dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

Article 3

1. Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'article 2 alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie contractante requise délivrent sur-le-champ un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments fondant la présomption de la nationalité ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent, dans un délai de trois jours à compter de la date de la demande de réadmission, à l'audition de l'intéressé. Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie contractante requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire sans préjudice des dispositions de l'article 1 alinéa 2.

II. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ÉTATS TIERS

Article 4

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou valablement présumé que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné ou transité par le territoire de la Partie contractante requise.

2. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne

remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité.

Article 5

Pour l'application des dispositions de l'article 4, alinéa 1, les Parties contractantes s'efforceront de reconduire vers leur pays d'origine les personnes visées par cet article.

Article 6

L'obligation de réadmission prévue à l'article 4 n'existe pas à l'égard :

- 1) des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante;
- 2) des ressortissants des Etats tiers qui, après leur départ du territoire de la Partie contractante requise ou après leur entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, ont été mis en possession par cette Partie d'un visa ou d'une autorisation de séjour;
- 3) des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante;
- 4) des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a reconnu le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967, ou, s'agissant de la Partie française, le statut d'apatride par application de la Convention de New-York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides;
- 5) des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignés par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers.

Article 7

La Partie contractante requérante réadmet sur son territoire les personnes qui, après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révéleraient ne pas remplir les conditions prévues à l'article 4 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

III. TRANSIT POUR ÉLOIGNEMENT

Article 8

1. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise le transit sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie contractante requérante.

Le transit peut s'effectuer par voie terrestre ou par voie aérienne.

2. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3. Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'aux aéroports de la Partie contractante requise, à condition qu'elle ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Dans le cas contraire, ou si le transit sous escorte doit continuer par la voie terrestre sur le territoire de la Partie contractante requise, la poursuite de l'escorte est assurée par la Partie requise, à charge pour la Partie contractante requérante de lui rembourser les frais correspondants.

4. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger dont le transit est autorisé est muni d'un titre de transport et d'un document de voyage pour le pays de destination. A cet effet, les Parties contractantes s'efforceront d'acheminer l'intéressé vers son pays d'origine.

Article 9

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités concernées.

Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heures d'arrivée dans le pays de transit, aux pays et lieu de destination, aux documents de voyage, à la nature de la mesure d'éloignement ainsi que, le cas échéant, les renseignements relatifs aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 10

Le transit pour éloignement peut être refusé :

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques;
- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits délictueux ou criminels antérieurs au transit.

IV. COUVERTURE DES FRAIS

Article 11

1. Les frais relatifs au transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise et à l'éventuel retour des personnes pouvant être remises conformément aux articles 1 à 7 du présent Accord incombent à la Partie contractante requérante.

2. Les frais relatifs au transit et à l'éventuel retour des personnes prévus par les articles 8 à 10 du présent Accord incombent à la Partie contractante requérante.

V. PROTECTION DES DONNÉES

Article 12

Les données personnelles nécessaires à l'exécution du présent Accord et communiquées par les Parties contractantes doivent être traitées et protégées conformément aux législations relatives à la protection des données en vigueur dans chaque Etat.

Dans ce cadre,

- 1) La Partie contractante requise n'utilise les données communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord,
- 2) Chacune des deux Parties contractantes informe, à sa demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données communiquées,
- 3) Les données communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution du présent Accord. Les données ne peuvent être transmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées.

VI. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 13

Les autorités ministérielles responsables du contrôle aux frontières déterminent :

- 1) Les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit,
- 2) Les documents et données nécessaires à la réadmission et au transit,
- 3) Les postes frontières qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers,
- 4) Les modalités et les règles de prise en charge des frais relatifs à l'exécution du présent Accord.

Article 14

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes coopéreront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent Accord.

La demande de consultation sera présentée par le canal diplomatique.

Article 15

1. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

Article 16

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent Accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature au bas du présent Accord.

Fait à Caracas le 25 janvier 1999, dans les langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française:
L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
PATRICK VILLEMUR

Pour le Gouvernement de la République du Venezuela:
Le Ministre des affaires étrangères,
MIGUEL ANGEL BURELLI RIVAS

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA
Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE VENEZUELA
RELATIVO A LA READMISIÓN DE PERSONAS
EN SITUACIÓN IRREGULAR**

Deseando desarrollar la cooperación entre las dos Partes Contratantes, a fin de garantizar una mejor aplicación de las disposiciones sobre la circulación de personas, respetando los derechos y garantías previstos por las leyes y reglamentos en vigor,

Respetando los tratados y convenios internacionales y decididos a combatir la inmigración irregular,

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Venezuela, sobre una base de reciprocidad, han acordado lo siguiente :

I. READMISIÓN DE LOS NACIONALES DE LAS PARTES CONTRATANTES

ARTICULO 1

1. Cada Parte Contratante readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante y sin formalidades, a cualquier persona que no cumpla o haya dejado de cumplir con los requisitos de entrada o de permanencia aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente, en la medida en que se compruebe o se presuma validamente que tiene la nacionalidad de la Parte Contratante requerida.

2. La Parte Contratante requirente readmitirá en las mismas condiciones a la persona expulsada de su territorio, en conformidad con el numeral 1, a petición de la Parte Contratante requerida, si posteriormente se demuestra que esa persona no tenía la nacionalidad de la Parte Contratante requerida en el momento de salir del territorio de la Parte Contratante requirente.

3. Para los fines de ese artículo, las personas a que se refiere el numeral 1 deberán poder justificar, en todo momento, la fecha en que ingresaron en el territorio de la República de Venezuela para el caso de la Parte venezolana, y, para la Parte francesa, la fecha en que ingresaron en el territorio de los Estados parte en la Convención de Schengen. De lo contrario, se considerará que esas personas se encuentran en situación irregular respecto a la legislación de esa parte.

4. Las autoridades encargadas de los controles fronterizos se notificarán mutuamente la documentación que justifica la fecha de entrada legal en su territorio.

ARTICULO 2

1. La nacionalidad de la persona se considerará establecida sobre la base de los siguientes documentos vigentes :

- documento nacional de identidad,
- certificado de nacionalidad,
- pasaporte o cualquier otro documento de viaje,
- certificado de matrícula consular,
- decreto de naturalización.

2. La nacionalidad se considerará presunta sobre la base de uno de los elementos siguientes:

- documento no vigente mencionado en el numeral 1 de este artículo,
- documento expedido por las autoridades oficiales de la Parte Contratante requerida que exponga la identidad del interesado,
- cartilla o documentación militar,
- acta de nacimiento o libreta familiar,
- autorizaciones y documentación de estancia caducadas,
- fotocopia de uno de los documentos enumerados anteriormente,
- declaraciones del interesado debidamente recogidas por las autoridades administrativas o judiciales de la Parte Contratante requirente,
- declaraciones de testigos de buena fe consignadas en un acta.

ARTICULO 3

1. Cuando se presuma la nacionalidad, en base a los elementos mencionados en el artículo 2 numeral 2, las autoridades consulares de la Parte Contratante requerida

expedirán inmediatamente un salvoconducto para poder trasladar a la persona interesada.

2. En caso de duda sobre los elementos que fundan la presunción de nacionalidad o en caso de ausencia de esos elementos, las autoridades consulares de la Parte Contratante requerida procederán, en el plazo de tres días a partir de la fecha de la solicitud de readmisión, a la audición del interesado. Esta audiencia será organizada por la Parte Contratante requirente de acuerdo con la autoridad consular afectada en el plazo más breve.

Si como resultado de la audiencia se establece que la persona interesada es de la nacionalidad de la Parte Contratante requerida, el salvoconducto será expedido inmediatamente por la autoridad consular sin perjuicio de la disposiciones contempladas en el artículo 1, numeral 2.

II. READMISIÓN DE LOS NACIONALES DE TERCEROS ESTADOS

ARTICULO 4

1. Cada Parte Contratante readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante y sin formalidades, al nacional de un tercer Estado que no cumpla o haya dejado de cumplir con los requisitos de entrada y de permanencia aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente siempre que se compruebe o se presuma válidamente que dicho nacional ingresó al territorio de esta Parte Contratante requirente después de haber permanecido o transitado por el territorio de la Parte Contratante requerida.

2. Cada Parte Contratante readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante y sin formalidades, al nacional de un tercer Estado que no cumpla o haya dejado de cumplir con los requisitos de entrada y de permanencia aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente cuando dicho nacional disponga de una visa o autorización de permanencia de cualquier naturaleza que haya extendido la Parte Contratante requerida y se encuentre vigente.

ARTICULO 5

A los fines de dar cumplimiento a lo establecido en el numeral 1 del artículo 4, las Partes Contratantes se esforzaran para trasladar, hacia su país de origen, a las personas que se encuentren incurso en los supuestos en él previstos.

ARTICULO 6

La obligación de readmisión a que se refiere el artículo 4 no será procedente con respecto a:

- 1) los nacionales de terceros Estados que tengan una frontera común con la Parte Contratante requirente ;
- 2) los nacionales de terceros Estados que, luego de haber abandonado el territorio de la Parte Contratante requerida o de haber ingresado al territorio de la Parte Contratante requirente, hayan recibido una visa o autorización de permanencia extendida por la Parte Contratante requirente ;
- 3) los nacionales de terceros Estados que permanezcan por más de seis meses en el territorio de la Parte Contratante requirente ;
- 4) los nacionales de terceros Estados a quienes la Parte Contratante requirente les haya reconocido la condición de refugiados mediante la aplicación de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 relativa a la condición de refugiados, tal como fuere enmendada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967 o para la parte francesa la condición de apátrida mediante la aplicación de la Convención de Nueva York del 28 de septiembre de 1954 relativa a la condición de los apátridas;
- 5) los nacionales de terceros Estados que hayan sido efectivamente expulsados por la Parte Contratante requerida hacia su país de origen o un tercer Estado.

ARTICULO 7

La Parte Contratante requirente readmitirá en su territorio a las personas que, luego de verificaciones posteriores a su readmisión por la Parte Contratante requerida, se comprobare que no cumplen con los requisitos previstos en el artículo 4 al momento de su salida del territorio de la Parte Contratante requirente.

III. TRANSITO PARA TRASLADO

ARTICULO 8

1. Cada Parte Contratante, a petición de la otra, autorizará el transito por su territorio de los nacionales de terceros Estados que hayan sido objeto de una medida de traslado tomada por la Parte Contratante requirente.

El transito podrá efectuarse por vía terrestre o por vía aérea.

2. La Parte Contratante requirente asumirá la plena responsabilidad de la continuación del viaje del extranjero hacia su país de destino y se volverá a hacer cargo de él si, por cualquier motivo, no puede ejecutarse la medida de traslado.

3. Cuando deba efectuarse el tránsito con escolta policial, ésta correrá a cargo de la Parte Contratante requirente por la vía aérea, hasta los aeropuertos de la Parte Contratante requerida, a condición de que no salga de la zona internacional de esos aeropuertos. En caso contrario, o si debe continuar el tránsito con escolta por vía terrestre el territorio de la Parte Contratante requerida, la continuación de la escolta correrá a cargo de la Parte requerida y la Parte Contratante requirente deberá reembolsarle los gastos correspondientes.

4. La Parte Contratante requirente garantizará a la Parte Contratante requerida que el extranjero cuyo tránsito es autorizado, dispone de un título de transporte y de un documento de viaje para el país de destino. A estos efectos las Partes Contratantes se esforzarán para que las personas puedan llegar a su país de origen.

ARTICULO 9

La solicitud de tránsito por traslado será transmitida directamente entre las autoridades interesadas.

Dicha solicitud contendrá las informaciones relativas a la identidad y la nacionalidad del extranjero, la fecha del viaje, las horas de llegada al país de tránsito, al país y lugar de destino, los documentos de viaje, la naturaleza de la medida de traslado así como, en su caso, las informaciones relativas a los funcionarios que escolten al extranjero.

ARTICULO 10

El tránsito por traslado podrá ser denegado :

- si el extranjero, en el Estado de destino, corre peligro de persecución debido a su raza, su religión, su nacionalidad, su pertenencia a determinado grupo social o sus opiniones políticas ;

- si el extranjero corre peligro de ser acusado o condenado por un tribunal penal en el Estado de destino por la comisión de hechos delictivos o criminales anteriores al tránsito.

IV. COBERTURA DE LOS GASTOS

ARTICULO 11

1. Los gastos relativos al transporte hasta la frontera de la Parte Contratante requerida y al eventual regreso de las personas que puedan tener que ser entregadas en conformidad con los artículos 1 a 7 del presente Acuerdo corresponderán a la Parte Contratante requirente.

2. Los gastos relativos al tránsito y al eventual regreso de las personas previstos por los artículos 8 a 10 del presente Acuerdo corresponderán a la Parte Contratante requirente.

V. PROTECCIÓN DE INFORMACIÓN

ARTICULO 12

Los datos personales necesarios para ejecutar el presente Acuerdo y comunicados por las Partes Contratantes se procesarán y protegerán en conformidad con las legislaciones relativas a la protección de información en vigor en cada Estado.

Dentro de ese marco,

1) La Parte Contratante requerida solamente utilizará los datos comunicados para los fines previstos por el presente Acuerdo,

2) Cada Parte Contratante informará, en su solicitud, a la otra Parte Contratante sobre la utilización de los datos comunicados,

3) Los datos comunicados solamente podrán ser procesados por las autoridades competentes para la ejecución del presente Acuerdo. Los datos no podrán transmitirse a otras personas más que con la autorización previa y escrita de la Parte Contratante que lo había comunicado.

VI. DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES

ARTICULO 13

Las autoridades ministeriales responsables de los controles fronterizos determinarán :

1) Las autoridades centrales o locales competentes para tratar la solicitud de readmisión y tránsito,

2) los documentos y datos necesarios para la readmisión y el tránsito,

3) los puestos fronterizos que podrán ser utilizados para la readmisión y entrada en tránsito de los extranjeros,

4) las modalidades y reglas de asunción de los gastos relativos a la ejecución del presente Acuerdo.

ARTICULO 14

Las autoridades competentes de ambas Partes Contratantes cooperarán, según sea necesario, para examinar la aplicación del presente Acuerdo.

La solicitud de consulta se presentará por la vía diplomática.

ARTICULO 15

1. Las disposiciones del presente Acuerdo no afectarán las obligaciones de admisión o readmisión de extranjeros que resulten para las Partes Contratantes en virtud de otros Acuerdos internacionales.

2. Las disposiciones del presente Acuerdo no interferirán en la aplicación de las disposiciones de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 relativa al estatuto de los Refugiados, tal como fue enmendada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967.

3. Las disposiciones del presente Acuerdo no interferirán en la aplicación de las disposiciones de los acuerdos suscritos por las Partes Contratantes en el ámbito de la protección de los Derechos humanos.

ARTICULO 16

1. Cada Parte Contratante notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos constitucionales requeridos para la entrada en vigor del presente acuerdo, que tendrá efecto treinta días después de la recepción de la última notificación.

2. El presente Acuerdo tendrá una vigencia de tres años prorrogables por períodos de igual duración y podrá ser denunciado por cualquiera de las Partes Contratantes con tres meses de anticipación dando notificación de tal denuncia a través de la vía diplomática.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los representantes de las Partes Contratantes, debidamente autorizados para tal efecto firman el presente Acuerdo.

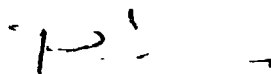
HECHO en Caracas, a los veinticinco días del mes de enero de mil novecientos noventa y nueve, en los idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno de la
República de Venezuela

Por el Gobierno de la
República Francesa



Miguel Angel Burelli Rivas
Ministro de Relaciones
Exteriores



Patrick Villemur
Embajador Extraordinario y
Plenipotenciario

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF VENEZUELA ON THE READMISSION OF PERSONS IN IRREGULAR SITUATION

Desirous of developing cooperation between the two Contracting Parties, so as to improve the implementation of provisions concerning the movement of persons, in accordance with the rights and guarantees stipulated in current laws and regulations,

In conformity with international treaties and convention and in an effort to combat illegal immigration,

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Venezuela have agreed as follows, on the basis of reciprocity:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 1

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without any formalities, persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry into, or residence in, the territory of the requesting Contracting Party, provided it is proved or legitimately presumed that they possess the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, under the same conditions and at the request of the other Contracting Party, readmit persons expelled from its territory in accordance with paragraph 1 if subsequent verification proves that they were not in possession of the nationality of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

3. For the purposes of this article, the persons referred to in paragraph 1 must at all times be able to prove, in the case of the Venezuelan Contracting Party, the date on which they entered the territory of the Republic of Venezuela, and in the case of the French Contracting Party, the date on which they entered the territory of the States Parties to the Schengen Agreement. Failure to do so shall place them in an irregular situation under the legislation of the Party concerned.

4. The authorities responsible for border control shall notify each other of the documents establishing the date of the regular entry of such persons into their territory.

Article 2

1. The nationality of a person shall be deemed to be proved by possession of one of the following valid documents:

An identity document;

A certificate of nationality;

A passport or any other travel document;

A consular registration card;

A certificate of naturalization.

2. A presumption of nationality shall be deemed to be established by means of any of the following:

- Any of the documents referred to in the preceding paragraph which has expired;
- A document issued by the official authorities of the requested Contracting Party attesting to the identity of the person concerned;
- A service record book or military papers;
- A birth certificate;
- An expired residence permit or authorization;
- A photocopy of any of the above documents;
- Particulars supplied by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party;
- Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

Article 3

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Contracting Party shall forthwith issue a laissez-passer for the readmission of the person concerned.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall, within three days of the readmission request, be granted a hearing by the consular authorities of the requested Party. The requesting Party shall organize the hearing as soon as possible in agreement with the relevant consular authority.

Where it is established, following the hearing, that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the consular authority shall immediately issue the laissez-passer, without prejudice to the provisions of article 1, paragraph 2.

II. READMISSION OF THIRD-COUNTRY NATIONALS

Article 4

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without any formalities, third-country nationals who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry into, or residence in, the territory of the requesting Contracting Party, provided that it has been proved, or there is a valid presumption, that they entered the territory of that Party after residing in, or travelling in transit through, the territory of the requested Contracting Party.

2. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without any formalities, third-country nationals who do not, or who no longer, fulfil the conditions in force for entry into, or residence in, the territory of the requesting Contracting Party, when such nationals hold a valid visa or residence permit of any kind issued by the requested Contracting Party.

Article 5

Pursuant to the provisions of article 4, paragraph 1, the Contracting Parties shall make every effort to return persons referred to in that article to their countries of origin.

Article 6

The readmission obligation pursuant to article 4 shall not apply in respect of:

(1) Nationals of third States which have a common border with the requesting Contracting Party;

(2) Third-country nationals who, after their departure from the territory of the requested Contracting Party or after their entry into the territory of the requesting Contracting Party, have been issued a visa or residence permit by the latter Party;

(3) Third-country nationals who have resided for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party;

(4) Third-country nationals who have been recognized by the requesting Contracting Party as having refugee status pursuant to the Geneva Convention of 28 July 1951 relating to the Status of Refugees, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967, or, in the case of the French Contracting Party, the status of stateless persons pursuant to the New York Convention of 28 September 1954 relating to the Status of Stateless Persons;

(5) Third-country nationals who have been effectively expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State.

Article 7

The requesting Contracting Party shall readmit into its territory persons who, following checks carried out after their readmission by the requested Contracting Party, have been shown not to have fulfilled the conditions set forth in article 4 at the time of their departure from the territory of the requesting Contracting Party.

III. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

Article 8

I. Each Contracting Party shall, at the request of the other, authorize third-country nationals subject to an expulsion order issued by the requesting Contracting Party to transit through its territory.

Transit may be by land or air.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the alien to his country of destination and shall take the alien in charge again if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. Where the person in transit is travelling under police escort, such escort shall be provided by the requesting Contracting Party by air as far as the airports of the requested Contracting Party, on condition that it does not leave the international area of the airports. If the escort is not provided, or if the transit under escort is to continue by land on the territory of the requested Contracting Party, its onward journey shall be assured by the requested Contracting Party subject to reimbursement by the requesting Contracting Party of the costs involved.

4. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket and a travel document required for the country of destination. To that end, the Contracting Parties shall endeavour to send the person in question to his country of origin.

Article 9

Requests for transit for the purpose of expulsion shall be transmitted directly between the authorities concerned.

Such requests shall include information about the identity and nationality of the alien, the date of travel, the times of arrival in the transit country, the country and place of destination, the travel documents, the type of expulsion order and, where appropriate, information on the officials escorting the alien.

Article 10

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

- If the alien runs the risk of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, social status or political opinions;
- If the alien runs the risk of being accused or convicted in a criminal court in the State of destination for misdemeanours or criminal offences committed prior to the transit.

IV. PAYMENT OF COSTS

Article 11

1. Costs related to transport of an alien to the border of the requested Contracting Party and, where necessary, to the return of such alien that may become necessary pursuant to articles 1 to 7 of this Agreement shall be borne by the requesting Contracting Party.

2. Costs related to the transit and, where necessary, to the return of persons pursuant to articles 8 to 10 of this Agreement shall be borne by the requesting Contracting Party.

V. DATA PROTECTION

Article 12

The personal data required for the implementation of this Agreement, supplied by the Contracting Parties, shall be processed and protected in accordance with the data protection laws in force in each State.

Accordingly,

(1) The requested Contracting Party may use the information supplied only for the purposes for which the Agreement has been concluded;

(2) Each Contracting Party shall inform the other, upon request, about its use of the information supplied;

(3) The data supplied may be handled only by the authorities designated to implement this Agreement. Such data may be transmitted to other persons only with the prior written authorization of the Contracting Party which supplied them.

VI. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 13

The ministerial authorities responsible for border control shall determine:

(1) The central or local authorities competent to process readmission and transit requests;

(2) The documents and data required for readmission and transit;

(3) The border posts that may be used for the readmission and the entry of aliens in transit;

(4) The procedures and regulations for the reimbursement of costs related to the implementation of this Agreement.

Article 14

The competent authorities of the two Contracting Parties shall cooperate and consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be transmitted through the diplomatic channel.

Article 15

1. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the obligations of the Contracting Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals under other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of agreements on the protection of human rights signed by the Contracting Parties.

Article 16

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force thirty days after receipt of the last such notification.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewable for successive three-year periods. It may be terminated by either of the Contracting Parties upon three months' advance notice through the diplomatic channel.

In witness whereof, the representatives of the Contracting Parties, being duly authorized for the purpose, have affixed their signatures to this Agreement.

DONE at Caracas on 25 January 1999 in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

PATRICK VILLEMUR

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary

For the Government of the Republic of Venezuela:

MIGUEL ANGEL BURELLI RIVAS

Minister for Foreign Affairs